



COMMENT UNE TAXE SUR LE CARBONE RÉDUIT LES ÉMISSIONS

1



La plupart des combustibles fossiles riches en carbone sont taxés en fonction de la quantité de gaz à effet de serre (GES) qu'ils émettent. Le coût supplémentaire associé à la taxe se transmet à tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement. Donc, si un groupe (industrie) est taxé et qu'un autre ne l'est pas (propriétaires de logement), tout le monde est quand même touché par la taxe.

La taxation de la plupart des émissions passe par une augmentation des prix des combustibles à l'échelle d'une région.



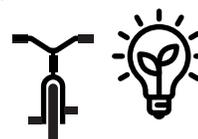
2

3



Dans la plupart des cas, les gouvernements utilisent les revenus des taxes sur le carbone pour offrir des allègements fiscaux aux particuliers, ou encore aux entreprises pour soutenir la main-d'œuvre et les investissements. Les taxes perçues peuvent être utilisées pour stimuler d'autres parties de l'économie.

Ainsi, pour éviter les prix plus élevés des combustibles fossiles, les consommateurs se tourneront vers d'autres solutions abordables et plus écoénergétiques, ce qui réduira leurs émissions de carbone.



4

5



Idéalement, les prix plus élevés des combustibles fossiles, combinés à la demande en hausse pour des solutions de remplacement, devraient encourager l'innovation. Ensuite, la production de technologies à faibles émissions et de sources d'énergie renouvelable deviendra plus concurrentielle.

Les gros émetteurs industriels de GES reverront leurs pratiques. Ils investiront dans des technologies comme le captage et le stockage du carbone pour contribuer à réduire leurs émissions.



6

7



Les émissions seront ainsi réduites à l'échelle du pays.



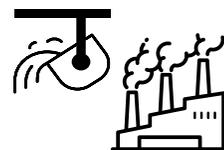
COMMENT UN SYSTÈME DE PLAFONNEMENT ET D'ÉCHANGE RÉDUIT LES ÉMISSIONS

1



Le gouvernement provincial crée un marché d'échange de droits d'émission en faisant des réductions des gaz à effet de serre (GES) un produit de base. Il détermine les secteurs à réglementer et établit un plafond (une limite) global annuel de GES pouvant être émis par chaque industrie. Il fixe aussi le prix le plus bas (plancher) et le plus haut (plafond) à payer pour avoir le droit d'émettre une tonne de GES.

Certaines industries (pâtes et papier, acier, ciment, etc.) sont exposées à une rude concurrence internationale et ne sont pas en mesure de transférer le coût des émissions aux consommateurs locaux. Elles reçoivent souvent des droits d'émission gratuitement.



2

3



Le gouvernement perçoit des revenus en octroyant les droits restants lors de ventes aux enchères tenues tout au long de l'année. Les entreprises achètent le nombre minimal d'unités dont elles ont besoin pour couvrir leurs émissions annuelles.

Les entreprises dont les émissions dépassent le plafond tentent de les abaisser de la manière la moins coûteuse possible. Certaines réduisent leurs émissions, ce qui leur permet de conserver leurs droits pour plus tard ou de les vendre à des entreprises qui excèdent le plafond.



4

5



Les entreprises de secteurs où il n'y a pas de plafond peuvent générer des « crédits compensatoires » – un type de droits d'émission de moindre valeur. Elles reçoivent des crédits compensatoires en abaissant leurs émissions ou en réalisant d'autres projets de réduction des émissions, et peuvent les vendre à des entreprises de secteurs ayant un plafond. Cela élargit la portée du programme de plafonnement et d'échange, et favorise l'atteinte de l'objectif global de réduction des émissions.

Le plafond est fixé à un niveau inférieur aux émissions actuelles de nombreuses entreprises, ce qui signifie que la quantité d'émissions doit baisser d'un nombre prédéfini de tonnes. Les entreprises dont les émissions dépassent le plafond se verront imposer des amendes et d'autres sanctions. La nécessité de respecter certains niveaux d'émissions incite les secteurs à investir dans la recherche pour trouver des technologies ou des énergies novatrices plus propres.



6

7



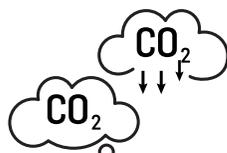
À la fin de l'année, les entreprises soumises à la réglementation présentent un rapport d'émissions vérifié, et remettent les droits et crédits compensatoires nécessaires pour couvrir leurs émissions.

Une plus grande inclusion des entreprises et des marchés du carbone atténue la volatilité des prix du carbone. Une fois que le programme d'échange est établi et stable dans une région, son marché du carbone peut être lié aux autres.



8

9



Les émissions sont ainsi réduites à l'échelle de l'économie. Au fil des ans, le gouvernement diminue graduellement le plafond global des émissions, émet de moins en moins de droits et relève lentement le prix minimum (plancher) des droits.